



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAL-D'OISE

Direction départementale
des territoires

Cergy, le 23 SEP. 2010

Service de l'Agriculture, de la
Forêt et de l'Environnement

Bureau de l'Environnement et
des Installations Classées

Installations classées pour la protection de l'environnement

ARRÊTÉ N°~~9016~~ PORTANT ACTUALISATION DES INSTALLATIONS EXPLOITÉES PAR LA

**COMPAGNIE GENERALE DES INSECTICIDES
à SAINT-OUEN-L'AUMONE**

Le Préfet du Val d'Oise
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU le code de l'environnement ;
 - VU le décret n°2009-841 du 8 juillet 2009 modifiant la nomenclature des installations classées;
 - VU le récépissé de déclaration délivré le 20 novembre 1985 à la COMPAGNIE GENERALE DES INSECTICIDES pour ses installations de stockage de liquides inflammables, de mélange à froid de liquides inflammables et de remplissage de liquides inflammables situées 9 rue Louis Armand – Z.I. d'Epluches à Saint-Ouen-l'Aumone;
 - VU l'arrêté préfectoral en date du 13 juillet 2005 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la COMPAGNIE GENERALE DES INSECTICIDES pour l'exploitation de l'ensemble des installations susvisées;
 - VU l'arrêté préfectoral en date du 13 juillet 2007, accordant le bénéfice de l'antériorité pour la rubrique 1171-1-b et 1171-2-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et imposant des prescriptions techniques complémentaires à la COMPAGNIE GENERALE DES INSECTICIDES pour l'exploitation de l'ensemble des installations susvisées;
 - VU l'arrêté préfectoral en date du 2 juin 2008 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la COMPAGNIE GENERALE DES INSECTICIDES pour l'exploitation de l'ensemble des installations susvisées;
- 1/5

- **VU** le courrier du 18 mars 2010 par lequel la COMPAGNIE GENERALE DES INSECTICIDES propose une mise à jour des rubriques associées à son activité suite à la suppression de la rubrique 1155 par le décret du 8 juillet 2009 susvisé ainsi qu'une révision des quantités de stockage de substances et préparations;
- **VU** le rapport du Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France en date du 10 septembre 2010 ;
- **CONSIDERANT** que la rubrique 1155 « Agropharmaceutiques (dépôts de produits) à l'exclusion des substances et préparations visées par les rubriques 1111, 1150, 1172, 1173 et des liquides inflammables de catégorie A au sens de la rubrique 1430 » de la nomenclature des installations classées a été supprimée par le décret n°2009-841 du 8 juillet 2009;
- **CONSIDERANT** qu'en conséquence, l'exploitant a réparti les quantités de produits relevant de la rubrique 1155 sous la rubrique 1172 avec une augmentation de la quantité totale qui est portée à 50 tonnes;
- **CONSIDERANT** que plusieurs dispositions relatives au stockage de substances et préparations, notamment concernant la rétention des produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux et des sols, la hauteur de stockage, et l'incompatibilité des produits stockés sont d'ores et déjà imposées par l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2005 modifié;
- **CONSIDERANT** en ce qui concerne la rubrique 1432 que l'exploitant a modifié la nature du solvant utilisé dans son processus de fabrication, ce qui diminue le risque sur l'installation;
- **CONSIDERANT** qu'au vu des modifications apportées par le décret du 8 juillet 2009 susvisé sur la nomenclature et par l'exploitant sur la nature du solvant utilisé, il convient d'actualiser le tableau de classement des installations de la COMPAGNIE GENERALE DES INSECTICIDES;
- **SUR** la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise ;

ARRETE

Article 1er – Le classement des installations exploitées par la COMPAGNIE GENERALE DES INSECTICIDES situées 9 rue Louis Armand – Z.I. d'Epluches sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN-L'AUMONE, est actualisé; les activités sont répertoriées sous les rubriques de la nomenclature des installations classées précisées ci-après.

N° rubrique	Intitulé de la rubrique	Eléments caractéristiques	Régime
1111-2	Très toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) 2- substances et préparations liquides. La quantité totale susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 250 kg, mais inférieure à 20 t.	Quantité totale : 1 t	A
1130	Toxiques (fabrication industrielle de substances et préparations). La quantité totale susceptible d'être présente étant inférieure à 200 t.	Quantité totale : 11,6 t	A
1171	Dangereux pour l'environnement –A et/ou B– très toxiques et/ou toxiques pour les organismes aquatiques (fabrication industrielle de substances ou préparations). 1. Cas des substances très toxiques pour les organismes aquatique -A-. La quantité totale susceptible d'être présente étant inférieure à 200 t. 2. Cas des substances toxiques pour les organismes aquatique -B-. La quantité totale susceptible d'être présente étant inférieure à 200 t.	Quantité totale : 11,6 t (simple mélange à froid)	A
1111-1	Très toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) 1- substances et préparations solides. La quantité totale susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1 t.	Quantité totale : 897 kg	D
1131-2	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1 000. 2- substances et préparations liquides La quantité totale susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t.	Quantité totale : 1 t	D
1172	Dangereux pour l'environnement –A– très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations). La quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 20 t, mais inférieure à 100 t.	Quantité totale : 50 t	D
1412	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de). La quantité totale susceptible d'être présente étant supérieure à 6 t, mais inférieure à 50 t.	Quantité totale : 10 t	D
1432-2	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430. La capacité équivalente totale étant supérieure à 10 m ³ , mais inférieure à 100 m ³ .	cuve 1 : 40 m ³ de pétrole désodorisé (point éclair : 72-80°C) cuve 2 : 25 m ³ d'ester d'alcool (texanol, point éclair : 120°C) et 15 m ³ de DPM (point éclair : 75°C) cuve 3 : 10 m ³ d'Isopar (point éclair : 60°C) et 25 m ³ de	D

		produit insecticide (point éclair : 120°C) Capacité équivalente totale : $(40+15+10)/5 = 13 \text{ m}^3$	
1433-A	Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de) A. Installations de simple mélange à froid. Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence susceptible d'être présente est supérieure à 5 t, mais inférieure à 50 t.	Capacité équivalente totale : 11,6 t	D
1434-1	Liquides inflammables (installations de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations services). 1. Installation de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles. Le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence, étant supérieur ou égale à 1 m ³ /h, mais inférieur à 20 m ³ /h.	Débit maximum équivalent : 20 m ³ /h	D
1173	Dangereux pour l'environnement –B– toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations). La quantité susceptible d'être présente étant inférieure à 100 t.	Quantité totale : 16 t	NC
1530	Bois, papier, cartons ou matériaux combustibles analogues (dépôt de). La quantité susceptible d'être présente étant inférieure à 1 000 m ³ .	Quantité totale : 90 m ³	NC

Article 2 - Toute nouvelle modification apportée aux installations ou à leur mode d'exploitation devra, avant sa réalisation, être portée à la connaissance du Préfet.

Article 3 – En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par les articles L 514-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise : 2/4 boulevard de l'Hautil - B.P. 322 - 95027 Cergy-Pontoise cedex.

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié.

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Article 5 - : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise, Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile de France Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et Monsieur le Maire de SAINT-OUEN-L'AUMONE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le 23 SEP. 2010

Pour le Directeur Départemental des Territoires,
Le Chef de Service de l'Agriculture,
de la Forêt et de l'Environnement,
Animateur MISE


Alain CLEMENT.

